

PREFECTURE DES DEUX-SEVRES

CONSULTATION DU PUBLIC

Par arrêté préfectoral du 17 janvier 2018,

une consultation du public est ouverte du 19 février au 19 mars 2018 inclus, en mairie de VOULMENTIN, portant sur la demande d'enregistrement présentée par l'EARL MAINARD, relative à un projet d'extension d'un élevage de porcs, pour un effectif porté à 640 animaux-équivalents, au lieu-dit « Le Chiron d'Hétivault-Voultegon » sur la commune de VOULMENTIN. activité qui relève du titre 1^{er} du livre V du code de l'environnement.

Pendant cette période, les pièces du dossier, ainsi qu'un registre à feuillets non mobiles, seront déposés à la mairie de VOULMENTIN, afin que chacun puisse en prendre connaissance pendant les jours et heures habituels suivants d'ouverture au public et formuler ses observations, sur le registre ouvert à cet effet, du lundi au samedi de 9h00 à 12h00 et le vendredi de 13h30 à 17h00.

Le public pourra également adresser ses observations par correspondance au Préfet des Deux-Sèvres (Pôle environnement – BP 70000 79099 NIORT Cedex 9) ou par voie électronique (pref-contact-enquetespubliques@deux-sevres.gouv.fr) en précisant dans l'objet « enregistrement – EARL MAINARD ». Ces observations devront être transmises avant la fin du délai de consultation du public.

Cet avis accompagné de la demande de l'exploitant mentionnée à l'article R 512-46-3 du code de l'environnement seront mis en ligne sur le site Internet des services de l'État dans les Deux-Sèvres (<http://www.deux-sevres.gouv.fr> (rubriques « publications – annonces et avis – consultations publiques »).

L'ensemble du dossier de demande d'enregistrement sera consultable pendant toute la durée de la consultation du public, sur ce même site.

La décision d'enregistrement sera prise par le Préfet des Deux-Sèvres. L'installation pourra faire l'objet d'un arrêté préfectoral d'enregistrement, éventuellement assorti de prescriptions particulières complémentaires aux prescriptions générales fixées par l'arrêté ministériel prévu au I de l'article L 512-7, ou d'un arrêté préfectoral de refus.